Réformes électriques en Afrique, les consommateurs prennent la parole à Cotonou

Qui paie la facture des réformes du secteur de l'électricité en Afrique ? Et surtout, qui a son mot à dire sur la manière dont elles sont conçues ? C'est à ces questions que l'Organisation Africaine des Consommateurs (OAC) entend répondre lors d'un événement parallèle de haut niveau organisé en marge du Sommet des Think Tanks d'Afrique 2026, le 28 octobre prochain à l'hôtel Sofitel de Cotonou, au Bénin. Placée sous le thème ***« Viabilité, appropriation et redevabilité des politiques et réformes du secteur de l'électricité en Afrique, quelle place pour les consommateurs ? »***, cette table ronde veut faire entendre une voix trop souvent absente des grands débats énergétiques, celle des ménages et des petites entreprises qui vivent au quotidien les coupures, les hausses de tarifs et les insuffisances du service.

Une collaboration avec l'ACBF au service d'un dialogue inclusif

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du Sommet des Think Tanks d'Afrique, porté par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) aux côtés du Gouvernement de la République du Bénin, de l'Union africaine et de la Banque africaine de développement. L'OAC salue l'ouverture de l'ACBF, qui a fait le choix d'accueillir la perspective des consommateurs au sein d'un sommet consacré cette année à l'accès à l'énergie et à la transformation économique du continent. Cette collaboration traduit une conviction partagée. Les réformes du secteur électrique ne peuvent réussir durablement que si elles reposent sur des données solides, sur une gouvernance transparente et sur l'adhésion de celles et ceux qu'elles concernent en premier lieu. En réunissant think tanks, décideurs publics et organisations de consommateurs, l'ACBF et l'OAC entendent jeter des ponts entre la recherche, la régulation et la réalité vécue par les usagers.

Des réformes qui touchent directement le quotidien des usagers

Le constat est connu. Moins de 40 % des sociétés publiques d'électricité en Afrique recouvrent le coût intégral du service, tandis que 72,1 % des entreprises d'Afrique subsaharienne subissent des coupures de courant, avec en moyenne près de 14 heures d'interruption par mois. Pour répondre à ces défis, de nombreux pays engagent des réformes ambitieuses, qu'il s'agisse de tarifs reflétant les coûts, du ciblage des subventions, de la restructuration des services publics ou de la mobilisation de capitaux privés. Ces choix pèsent directement sur le budget des familles et la compétitivité des petites entreprises. Or l'expérience montre que la viabilité financière ne se décrète pas. Elle se construit avec l'acceptabilité sociale, la capacité réelle de paiement des ménages et la confiance des usagers envers les opérateurs et les régulateurs. Sans cette adhésion, les réformes s'exposent à la contestation, au non recouvrement, à la fraude ou à un retour en arrière politique. Associer les consommateurs n'est donc pas une option périphérique, c'est une condition de réussite.

Quatre grands axes au cœur des échanges

Les discussions porteront d'abord sur la disponibilité de l'électricité, la tarification, les subventions et l'accessibilité financière, afin de concilier la viabilité des services publics et la protection des ménages vulnérables. Elles aborderont ensuite la qualité du service et la redevabilité, à travers les mécanismes de plainte, de médiation et de suivi citoyen de la performance des opérateurs. Le panel examinera également l'appropriation des réformes, en plaçant les organisations de consommateurs au cœur de la conception et du suivi des pactes nationaux sur l'énergie et des révisions tarifaires. Enfin, une attention particulière sera accordée à l'inclusion et au genre, avec la cuisson propre, les solutions décentralisées et la place des femmes et des ménages à faible revenu dans la transition énergétique.

Un panel qui réunit régulateurs, opérateurs, chercheurs et consommateurs
Modérée par M. Ernest Gbaguedji, Président de l'Association Santé Survie Consommateurs du Bénin (BSSC), la table ronde réunira M. Émeric F. E. Tokoudagba, Président de l'Autorité de Régulation de l'Électricité du Bénin (ARE), Mme Josephine Sanny, Directrice de la Communication d'Afrobarometer, M. Marc Galinier, Directeur Afrique de Qair, M. Yaya Sidjim, Coordinateur de l'Association pour la Défense des Droits des Consommateurs du Tchad et membre de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Énergie Électrique du Tchad, ainsi que Dr Emmanuel Sogadji, Directeur Exécutif de l'OAC. D'une durée de 90 minutes, la session se tiendra en format hybride, en présentiel et en ligne, en français et en anglais avec interprétation simultanée.

La voix des consommateurs portée jusqu'au panel de haut niveau du Sommet

Au-delà de cet événement parallèle, l'OAC sera également présente au cœur du programme officiel du Sommet. Le Directeur Exécutif de l'OAC, Dr Emmanuel Sogadji, prendra part le 30 octobre 2026, de 11 h 45 à 12 h 45, au panel de haut niveau intitulé « Commitment Dialogue, Five Seats, One Ask », organisé en séance plénière lors de la troisième et dernière journée. Ce dialogue réunira cinq sièges représentant les jeunes et les entrepreneurs, les financiers, les think tanks, les décideurs politiques et les consommateurs. Dr Sogadji y occupera le siège des consommateurs, aux côtés de Mme Mariama Mamane, fondatrice de Jacigreen, du Dr Rafael Latham-Proença de Coefficient Giving, du Prof. Fadel Ndiame, Directeur Exécutif du PASGR, et de Mme Pamla Gopaul de l'AUDA-NEPAD. La séance sera modérée par Mme Qetsia Houessou, de l'ACED. L'enjeu est de taille. Chaque siège devra formuler un engagement précis, en indiquant ce qui sera fait, par qui et dans quels délais. Ces engagements seront repris dans le communiqué lu lors de la cérémonie de clôture. Pour l'OAC, c'est l'occasion de faire inscrire les conclusions de l'événement parallèle du 28 octobre dans les engagements collectifs du Sommet, et de garantir que la voix des consommateurs africains pèse durablement sur les réformes à venir. Régulateurs et acteurs du secteur, cette rencontre est la vôtre
L'OAC lance un appel solennel aux régulateurs, aux dirigeants des sociétés d'électricité, aux institutions de financement du développement, aux think tanks, aux chercheurs, aux organisations de la société civile et aux médias. Votre participation est essentielle pour

transformer ce dialogue en engagements concrets. Ensemble, nous voulons identifier des mécanismes pratiques pour associer durablement les citoyens consommateurs à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des réformes. Nous voulons aussi poser les bases d'un futur dispositif panafricain de suivi de la satisfaction des consommateurs à l'égard des services d'électricité, en nous appuyant sur l'expérience que l'OAC a déjà acquise dans les secteurs des services financiers, des télécommunications, de la santé et de l'éducation.

Forte de ses 50 organisations membres réparties dans 39 pays africains, l'OAC apporte à ce débat l'expérience de terrain et la voix des usagers de tout le continent. Nous vous donnons rendez-vous à Cotonou le 28 octobre 2026 pour l'événement parallèle, puis le 30 octobre pour le panel de haut niveau, pour que les réformes de l'électricité en Afrique se construisent avec les consommateurs, et non sans eux.

Contact

Pour toute information ou pour confirmer votre participation, vous pouvez consulter www.africathinktanksummit.org ou écrire info@africaconsumers.org ou à sogadjie@africaconsumers.org, ou joindre Dr Hoélété Yao Sogadji au +228 90 94 30 43 ou au +228 98 77 66 46.